



CONFERENCE

**LES TRANSITIONS DANS LE MONDE ARABE: LES LECONS DU MODÈLE
MAROCAIN**

**MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATÉGIQUES**

**SHANGHAI, 9 MARS 2012
THE SHANGHAI SOCIAL SCIENCE ASSOCIATION**

Sommaire

1. Le printemps arabe, des facteurs multiples et des évolutions contrastées

1.1. Les facteurs à l'origine du printemps arabe

1.2. Clés de compréhension des processus

1.3. Quelques résultats du printemps arabe

2. Le Maroc dans le contexte du printemps arabe

2.1. Les socles du modèle marocain

2.2. La réforme constitutionnelle: un levier d'accélération de la trajectoire de développement du pays

2.3. Quelques défis à relever pour assurer la réussite de la réforme constitutionnelle



1. Le printemps arabe, des facteurs multiples et des évolutions contrastées



Les facteurs à l'origine du printemps arabe

Les événements du printemps arabe ont surpris par l'ampleur exceptionnelle de leurs conséquences politiques ainsi que la rapidité et l'imprévisibilité de leur propagation. Ces événements ont été nourris par plusieurs évolutions :

Sur le plan interne :

- **Insoutenabilité des régimes tombés**, où le système politique ne favorisait pas l'émergence d'un état de droit et où les espaces de liberté étaient réduits ou inexistants.
- **Marginalisation économique de franges importantes des populations** du fait de la montée du chômage et des inégalités sociales.

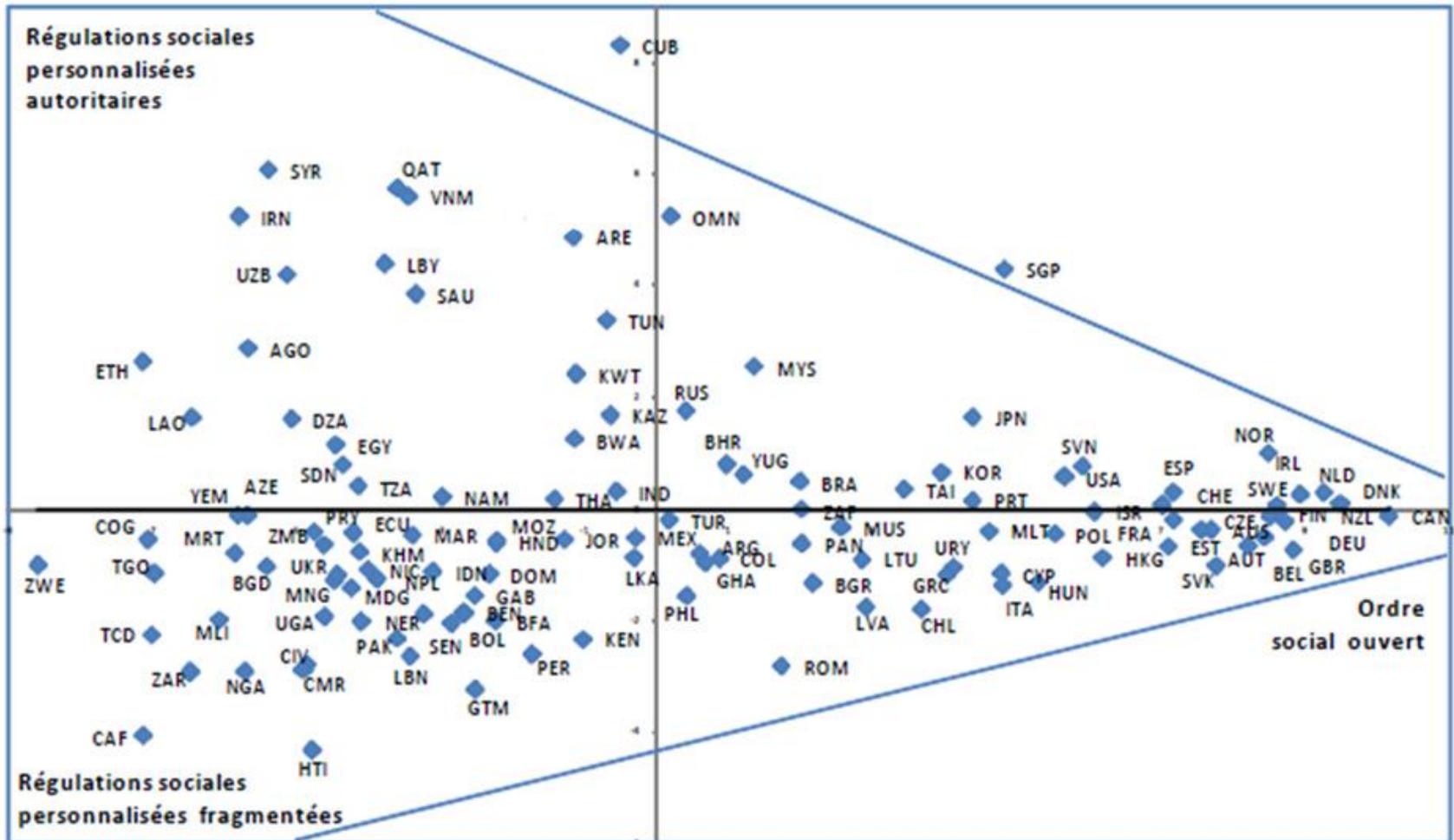
Sur le plan externe :

- **Crise économique mondiale** aggravant la situation sociale des couches sociales les plus défavorisées et des jeunes, face à des régimes incapables de restaurer les équilibres macroéconomiques.
- **Ineffectivité de la menace islamiste** comme critère justifiant le maintien de régimes autoritaires. La menace d'Al-Qaïda n'a pas la même résonance que par le passé.
- **Intransigeance récente de la communauté internationale** à l'égard des régimes dictatoriaux.



Régulations et ordre social

Le Maroc se distingue de beaucoup de pays arabes par des réglementations sociales nettement moins autoritaires et fragmentées.



Clés de compréhension des processus (1/2)

- **En Tunisie**, la forte concentration du pouvoir, la faiblesse de la société civile et la non-implication des citoyens dans les affaires publiques et politiques, le niveau élevé du chômage, notamment des jeunes, et les inégalités sociales ont alimenté le climat de tension et de défiance à l'égard des institutions officielles.
- **En Égypte**, à l'instar de la Tunisie, les revendications étaient à la fois sociales et politiques. Les manifestations relativement pacifiques et la neutralité de l'armée égyptienne, la plus grande du monde arabe, ont été des facteurs clés dans le processus de renversement du régime de Mubarak.
- **En Libye**, la déstabilisation a affecté le système d'alliance tribales qui avait hissé la tribu de Qadhafi au pouvoir. Les demandes de réformes politiques ont rapidement basculé en une insurrection armée puis en la guerre civile. Même si l'État libyen détenait les ressources financières suffisantes pour faire face à la contestation populaire, les revendications allaient bien au-delà des simples revendications sociales.
- **Au Yémen**, les revendications sociales ont conduit à la signature d'un accord négocié par les monarchies du Golfe permettant le départ du Président Saleh. Des élections présidentielles se sont tenues le 21 février 2012.

Clés de compréhension des processus (2/2)

- **En Syrie**, la population est une mosaïque de communautés ethniques et confessionnelles aux rapports fluctuants. Aussi, de nombreux litiges hérités du passé et entretenus par le régime baathiste qui consacre le pouvoir des alaouites chiites (10% de la population) ont donné lieu aux protestations de la composante majoritaire sunnite du pays. Le mouvement de protestation est réprimé violemment par le régime d'Al-Assad.
- **En Algérie**, les contestations populaires ne sont pas nouvelles puisqu'il y a eu des manifestations continues depuis 2001. Tous les ingrédients socioéconomiques et politiques existent, mais le traumatisme du peuple algérien depuis la guerre civile des années 1990 et l'expérience de l'armée et de la police algériennes à gérer les émeutes ont fait que les mouvements de protestations sont relativement contenus depuis avril 2011.
- **Au Bahreïn**, les conflits internes opposant la minorité sunnite et la majorité chiite durent depuis des décennies. Toutefois, la crise économique qui a eu de fortes répercussions sur le pays, qui ne dépend pas de revenus pétroliers, a exacerbé les tensions internes. L'Arabie Saoudite et les pays du Conseil de Coopération du Golfe ont déployé leurs forces armées pour aider le royaume à contenir le soulèvement. Ces contestations ont repris depuis janvier 2012.
- **En Jordanie**, les protestations ont débuté en janvier 2011 mais n'ont pas touché à la personnalité du roi Abdallah II, qui a introduit un changement de gouvernement pour accélérer les réformes, avec une priorité accordée à la lutte contre la corruption et la cherté de la vie.

Quelques résultats du printemps arabe (1/2)

Les points communs

Les événements du printemps arabe ont donné lieu à des résultats communs à plusieurs pays arabes où le régime en place est tombé:

- Changement psychologique fondamental lié à la **chute du mur de la peur**.
- **Fortes revendications populaires** qui doivent trouver leurs échos dans les politiques publiques mises en œuvre.
- **Amorce d'un processus démocratique** ayant conduit à des élections jugées crédibles par la communauté internationale.
- **Montée au pouvoir de nouvelles élites** qui partagent un référentiel islamique, en même temps qu'elles déclarent une aspiration à la modernité.

Les aspects spécifiques

- **En Égypte**, l'enjeu politique se résume dans l'étendue des pouvoirs que **l'armée égyptienne** acceptera de transférer au parlement
- **En Libye, l'État est embryonnaire et le pays est à reconstruire.** Des combats sporadiques pour le moment de faible intensité se poursuivent entre différentes milices et tribus auparavant unies contre Qadhafi.
- **Au Yémen**, il y a la crainte de **l'effondrement d'un État déjà fragile** qui abrite des groupes terroristes
- **En Syrie**, le conflit, en passe de s'internationaliser, pourrait avoir des **conséquences déstabilisatrices pour toute la région**

2. Le Maroc dans le contexte du printemps arabe



Les socles du modèle marocain

Le souffle de la contestation populaire généralisée et violente a épargné le Maroc du fait de spécificités quasi-unique dans la région MENA:

- Le Maroc est une **monarchie millénaire** dotée d'une grande légitimité populaire.
- **Le Roi, Chef de l'État et Commandeur des croyants**, incarne des pouvoirs conférés par la Constitution,
- Le Maroc a opté, très tôt, pour le **pluralisme politique** et **l'économie de marché à visage humain**.
- Le Maroc a très tôt favorisé **l'émergence et le développement des acteurs non gouvernementaux** (organisations syndicales, médias, société civile,...).
- Dès les années 90, **un processus de réconciliation nationale** soutenu par les grandes centrales syndicales, les partis politiques et les acteurs de la société civile dans le but d'exhumer le passé pour mieux envisager l'avenir:



La réforme constitutionnelle: un levier d'accélération dans la trajectoire de développement du pays

D'une portée inédite dans le voisinage maghrébin et arabe, la réforme constitutionnelle globale constitue l'aboutissement d'un processus de réformes économiques, politiques et sociales entamées depuis le début des années 1980. Les Marocains ont massivement plébiscité la Constitution avec un référendum populaire en juillet 2011 avec un taux de participation de plus de 75%.

Les principaux apports de la nouvelle Constitution :

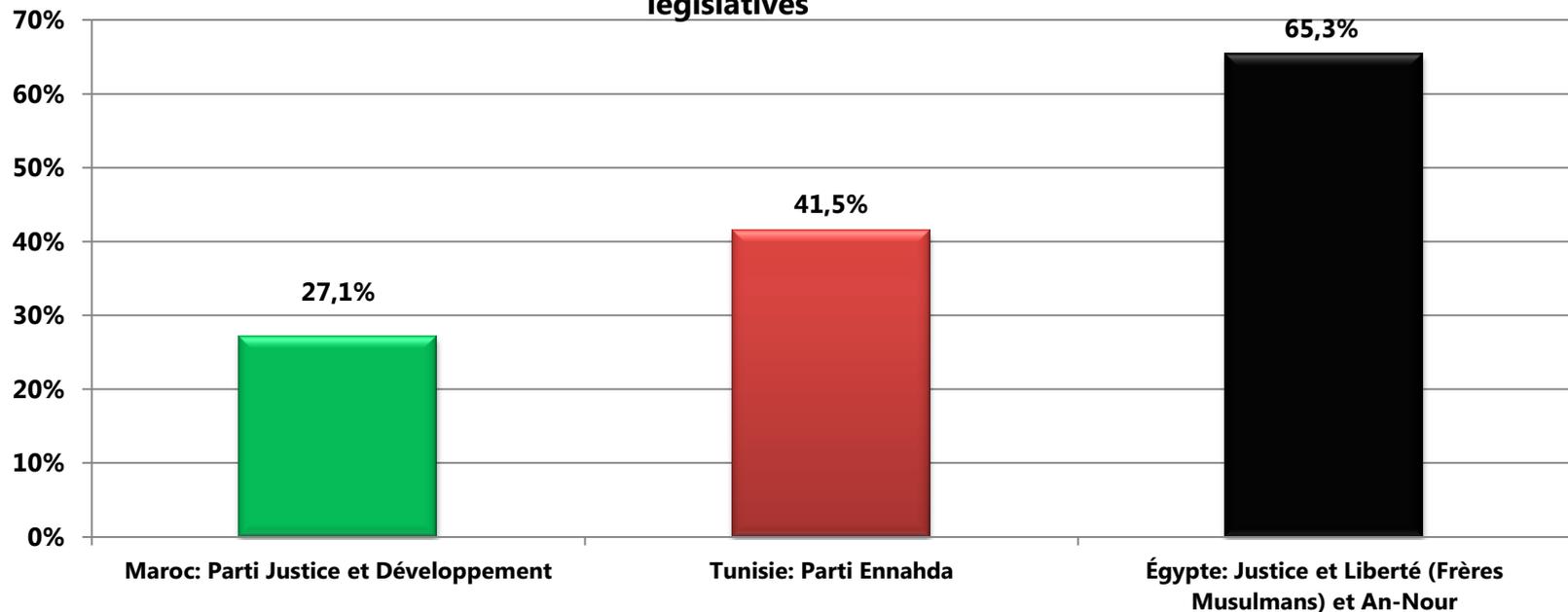
- Consécration constitutionnelle de la pluralité de l'identité marocaine au cœur de laquelle figure l'amazighité comme patrimoine commun,
- Consolidation de l'Etat de droit et des institutions.
- Renforcement des attributions du Chef du gouvernement, qui émane d'élections libres.
- Consolidation du rôle des partis politiques dans le cadre d'un pluralisme effectif.
- Moralisation de la vie publique
- Consolidation d'une séparation claire et équilibrée des pouvoirs.
- Constitutionnalisation des instances en charge des droits de l'Homme et de la protection des libertés. De plus, l'environnement et la sécurité sont ajoutés aux droits fondamentaux du citoyen.
- Consécration du processus de régionalisation avancée au service de la compétitivité des territoires et de la baisse des inégalités.



Les élections législatives de 2011

- La nouvelle Constitution a été suivie par des **élections législatives** en novembre 2011: victoire du Parti de Justice et Développement (PJD) à référentiel islamique.
- Ces élections consacrent le passage d'une transition politique consensuelle à une transition par la voie des urnes.

Part des sièges obtenus par les partis islamistes dans les dernières élections législatives



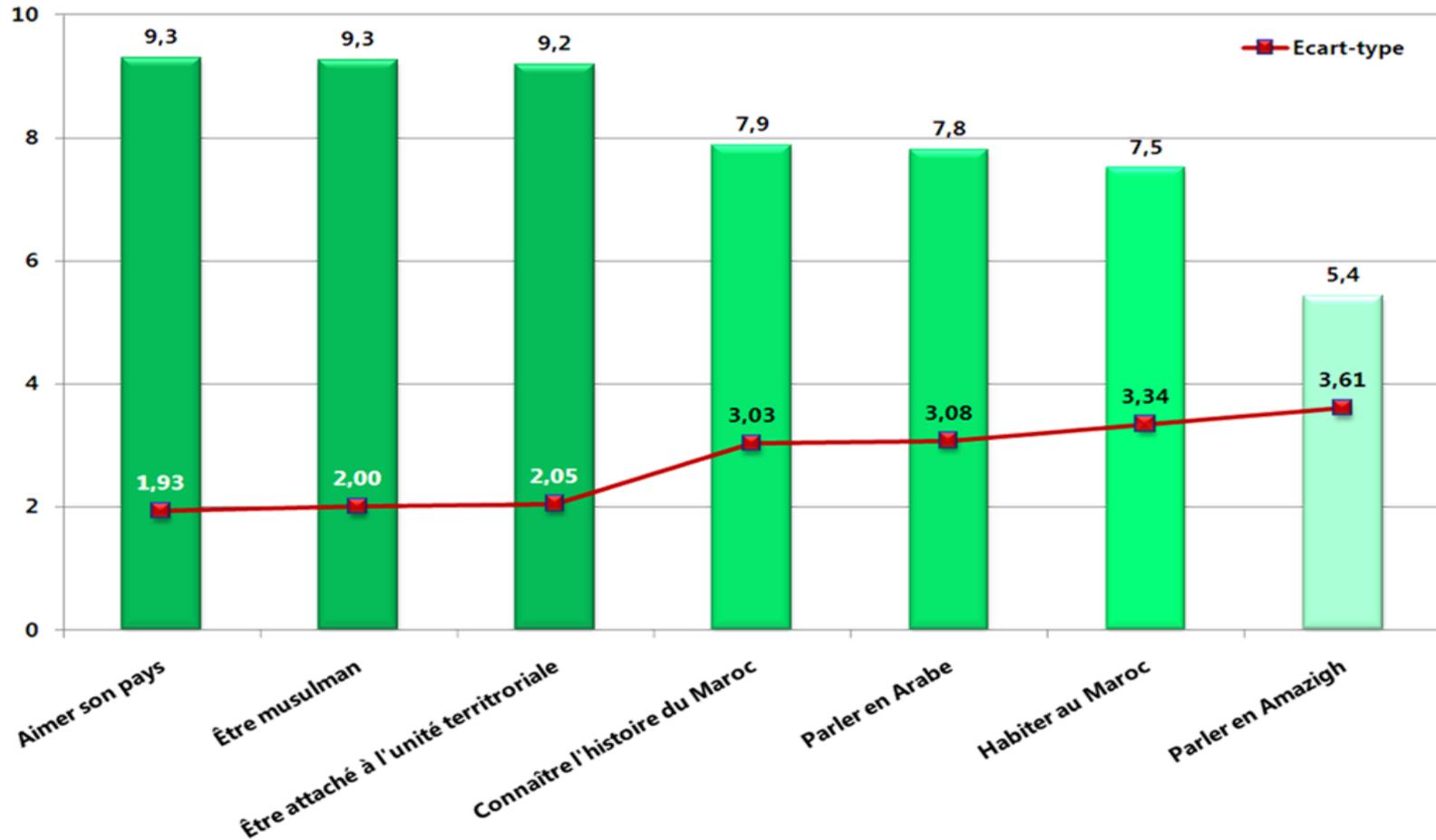
- **Mise en œuvre des principes et des mécanismes introduits par la Constitution** à travers plusieurs lois organiques qui restent à être élaborées.
 - Ces lois devraient renforcer les nouvelles attributions du gouvernement, du parlement et du pouvoir judiciaire.
- Renforcement de la gouvernance des politiques publiques pour une plus grande efficacité des réformes.
- Pour accompagner la réforme constitutionnelle, une attention particulière doit être accordée aux problématiques très urgentes, notamment la lutte contre les inégalités et le chômage des jeunes.

Les atouts du Maroc pour réussir la réforme constitutionnelle globale

- Un fort sentiment d'appartenance à la nation,
- Une diversité culturelle, ethnique et linguistique reconnue constitutionnellement,
- Un lien familial fort qui constitue le principal socle du lien social
- Ouverture à l'extérieur considérée en tant que choix stratégique irrévocable

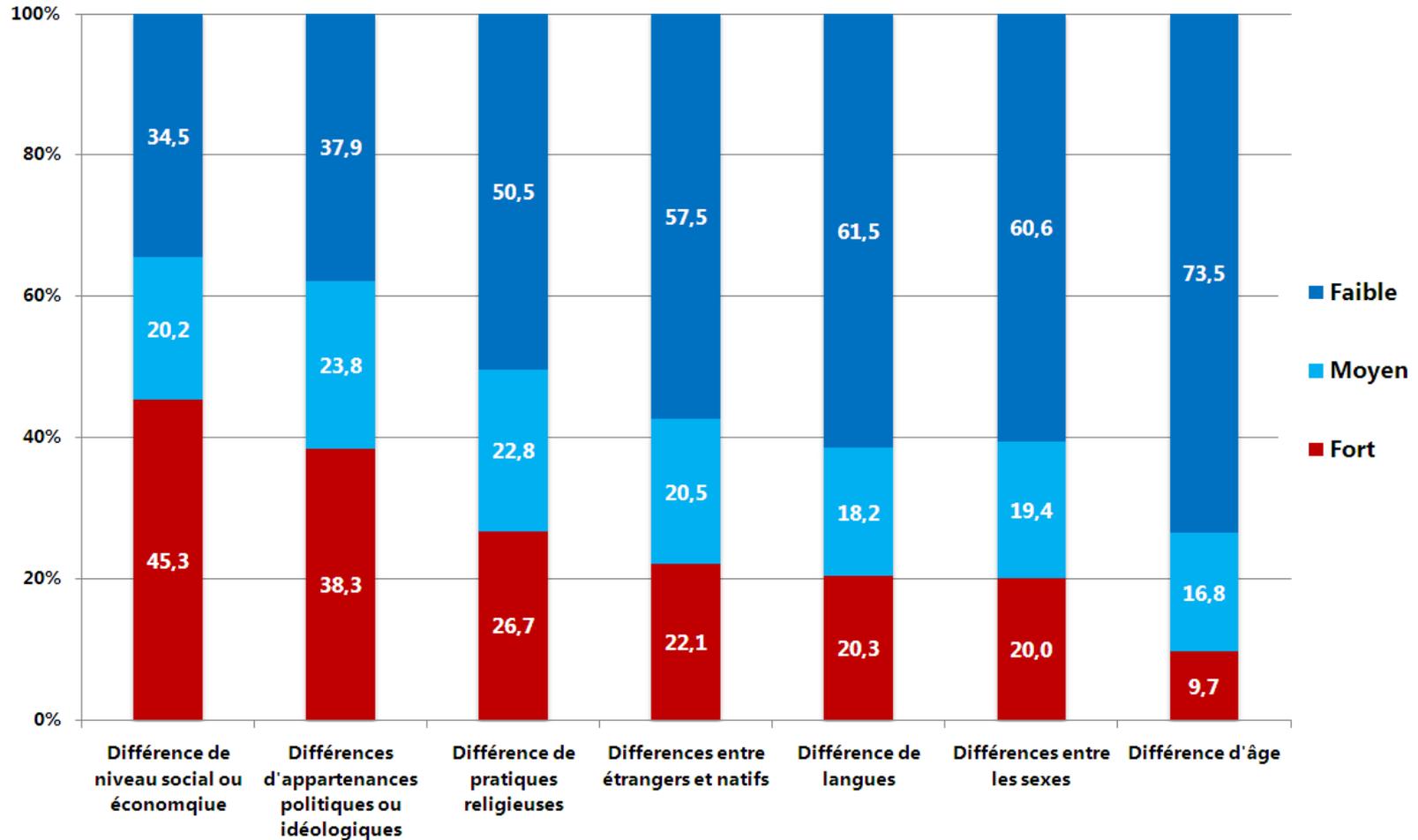
Fort attachement à la patrie

Éléments importants définissant le fait d'être marocain selon les personnes interrogées

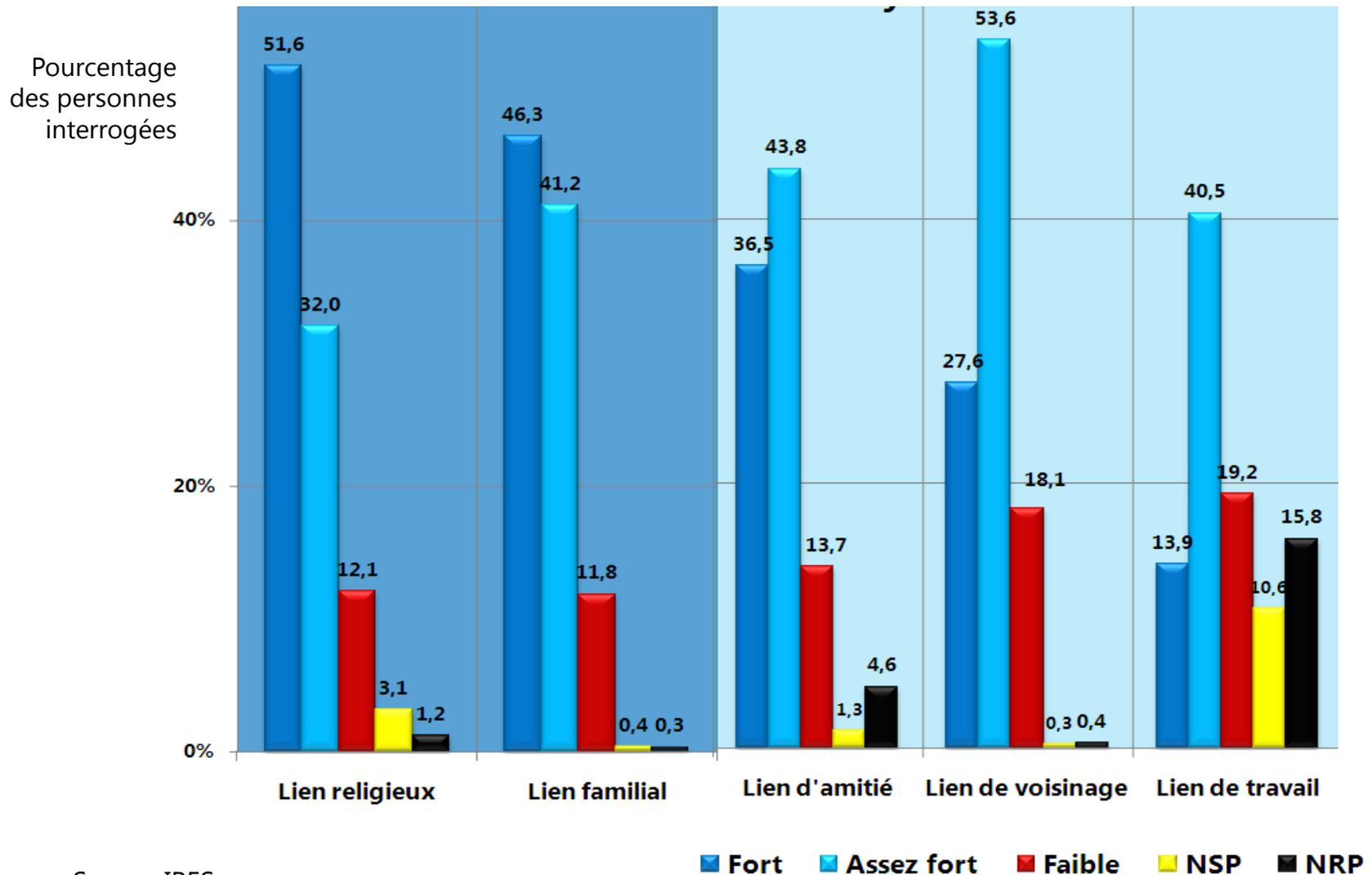


Diversité culturelle et linguistique ne constituant pas une menace

Différences les plus susceptibles de perturber le vivre-ensemble



Un lien familial d'une forte intensité

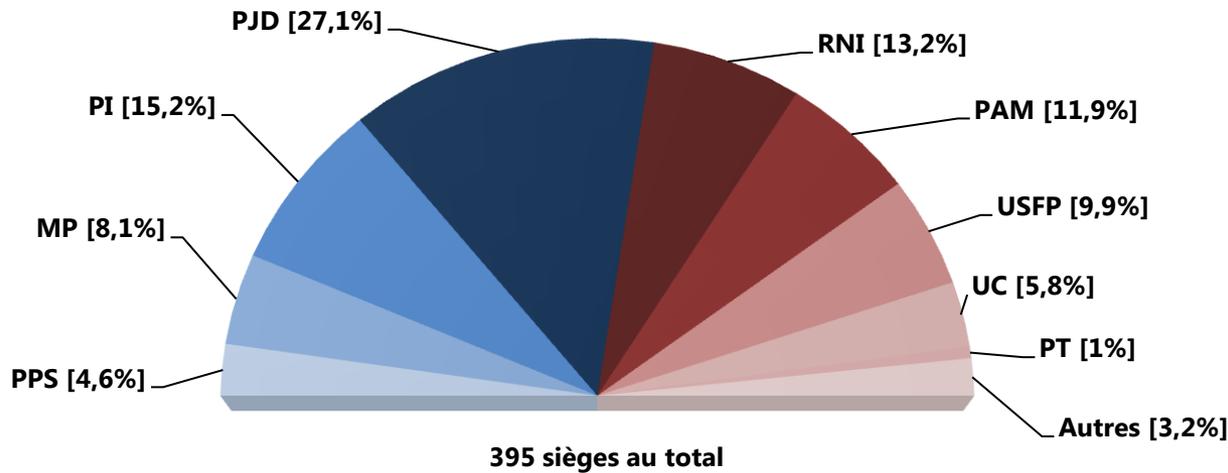


Source: IRES

Quelques obstacles à desserrer pour libérer davantage le potentiel de développement du pays

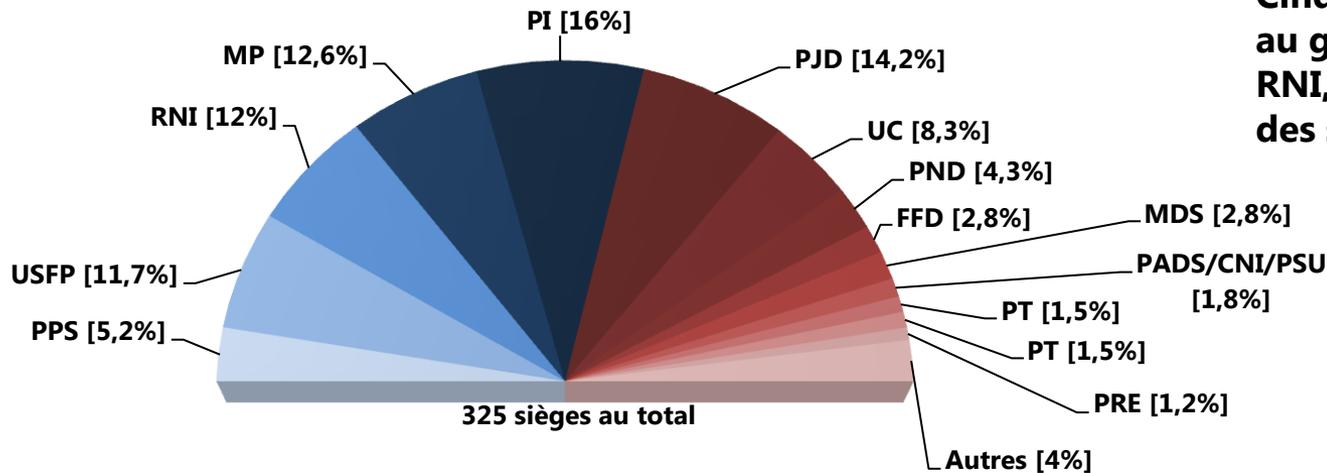
- Un lien politique fragile, reflété par une confiance institutionnelle relativement faible,
- Une atomisation du paysage politique, quoiqu'en légère atténuation par rapport aux élections législatives de 2007,
- Des niveaux de corruption et d'inégalités socioéconomiques préoccupants,
- Des solidarités traditionnelles et institutionnelles à renforcer.

Baisse de l'atomisation du paysage politique



Quatre partis sont présents au gouvernement: PJD, PI, MP, PPS, soit 55% des sièges au parlement.

Composition du parlement après les élections législatives de 2011

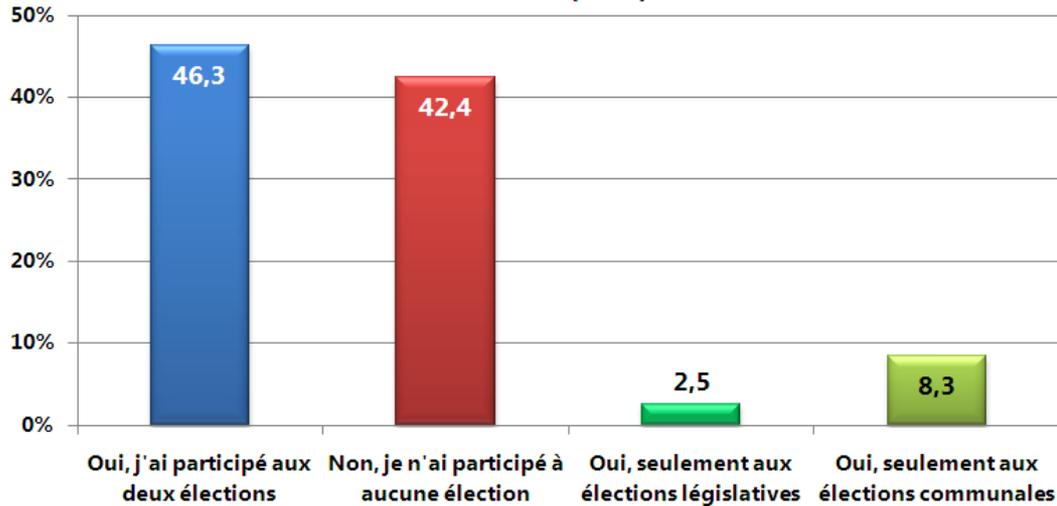


Cinq partis étaient présents au gouvernement: PI, MP, RNI, USFP, PPS, soit 57,5% des sièges au parlement.

Composition du parlement après les élections législatives de 2007

Regain d'intérêt pour les élections

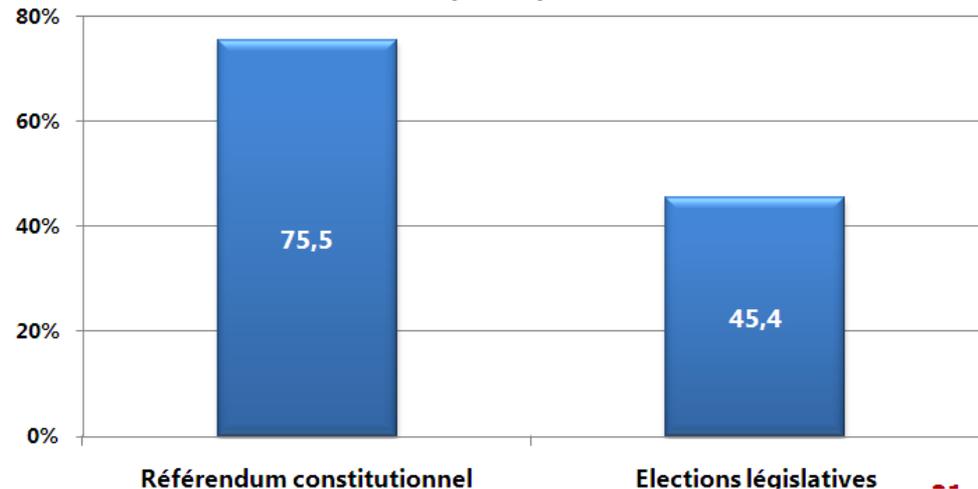
Participation des personnes interrogées aux élections législatives (2007) et communales (2009)?



Source: IRES

Le changement constitutionnel de juillet 2011 et les élections anticipées en novembre ont bénéficié d'un regain sensible de l'intérêt des Marocains pour la politique.

Taux de participation officiels en 2011





MERCI POUR VOTRE ATTENTION

www.ires.ma